

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2023

Application agréée E-legalite.com



**PREFET  
DU CALVADOS**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

OUISTREHAM RIVA

30 MARS 2023

Courrier N° .....

22\_AV-014-2114 04884-2023 04 07-ARR2023\_208

**Service départemental d'incendie  
et de secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **LE DANSOIR (TYPE MAGIC MIRROR)  
ERP N° E 488 00138 000**

OBJET : **CTS A IMPLANTATION PROLONGEE  
PC N° 014 488 22 P 0055 & AT N° 014 488 22 A 0016**

EXPLOITANT : **KARINE SAPORTA**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **71 ROUTE DE LION**

ACTIVITE(S) : **SALLE DE SPECTACLE / RESTAURATION**

TYPE(S) : **CTS / L / N** CATEGORIE : **3<sup>ème</sup>**

Le 28 mars 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE  
ARRONDISSEMENT DE CAEN  
AVIS FAVORABLE

au permis de construire PC N° 014 488 22 P 0055

à l'autorisation de travaux AT N° 014 488 22 A 0016

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :  
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président,  
**Julien COEURET**

Document annexe comportant...**6**.. feuillets  
et extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de carence  
de la commission de sécurité  
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **LE DANSOIR (TYPE MAGIC MIRROR)  
ERP N° E 488 00138 000**

OBJET : **CTS A IMPLANTATION PROLONGEE  
PC N° 014 488 22 P 0055 & AT N° 014 488 22 A 0016**

EXPLOITANT : **KARINE SAPORTA**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **71 ROUTE DE LION**

ACTIVITE(S) : **SALLE DE SPECTACLE / RESTAURATION**

TYPE(S) : **CTS / L / N**

CATEGORIE : **3<sup>ème</sup>**

Le 28 mars 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Service départemental d'incendie  
et de secours du Calvados**

N/Réf. : LB/PB/2023 – n° 736 - Le Dansoir - Ouistreham  
Affaire suivie par : Lieutenant Laurent BOIVIN  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

## **DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL**

**Objet :** Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.  
Implantation prolongée d'une structure CTS type « Magic Mirror »  
Le Dansoir – 71 Route de Lion à Ouistreham - ERP N° E 488 00138 000.

**Réf. :** PC N° 014 488 22 P 0055 (dépôt du 01/12/2022) & AT N° 014 488 22 A 0016  
Avis sollicité par : Mme Karine SAPORTA  
Transmission de la Mairie de Ouistreham en date du 12/12/2022, reçue dans nos services le 12/12/2022 et enregistrée sous le n° 2022 – 3992. Renvoi de dossier le 05/01/2023 en 1<sup>ère</sup> consultation.  
Transmission de la Mairie de Ouistreham, reçue dans nos services le 23/01/2023 et enregistrée sous le n° 2023 – 212. Renvoi de dossier le 03/02/2023 en 2<sup>ème</sup> consultation.  
Transmission de la Mairie de Ouistreham en date du 02/03/2023, reçue dans nos services le 07/03/2023 et enregistrée sous le n° 2023 – 736. Les pièces complémentaires permettent d'étudier le dossier en 1<sup>ère</sup> instruction.

Par transmission visée en référence, l'avis de la commission de sécurité de l'arrondissement a été sollicité pour le dossier cité en objet.

## **DESCRIPTION**

### **Historique**

Le « Dansoir » est un chapiteau de type « Art Nouveau / Magic Mirror » implanté en zone urbaine, sur la Place du Marché.

La première étude pour l'implantation du CTS s'étendait sur une période comprise entre le **04 février 2017 et le mois de décembre 2017**. Cette période d'installation a été **reconductible jusqu'au 31/12/2022**.

Le dossier soumis à l'étude concerne l'implantation du chapiteau sur un terrain situé aux prairies de la mer pour une période de trois ans à compter de janvier 2023

### **Bâtiment**

Le « Dansoir » est un chapiteau de type « Art Nouveau / Magic Mirror » d'un diamètre de 20 mètres avec une entrée de 10 m x 7.7 m sous une hauteur de 8 m au plus haut (point d'accroche).

Grâce à son poids élevé, aucun ancrage n'est « réputé » nécessaire, le poids total est de 25 tonnes.

Son implantation sera sur une aire libre permettant d'être isolé par la distance.

Les parois de façades sont en bois et tôles, le toit en toile blanche, son numéro d'identification est le n° 18.T1 homologué le 24/04/2001 par la préfecture du Cher (validité au 05/03/2023).

L'établissement est évacuable par 2 sorties de 2 UP coté piste et 1 sortie de 3 UP coté entrée et sera distribué de la manière suivante :

### Hall d'accueil

La partie de l'entrée est une avancée de 7.7 m x 10 m avec une entrée par sas thermique et bar complété par une loge en appendice de 6m<sup>2</sup>.

### Piste

La partie centrale à un diamètre de 13 m 50. Elle est entourée de 23 colonnes de soutien qui supportent la toile surélevée. Cette partie renferme la piste de danse qui peut accueillir également des tables et des chaises.

### Une scène

Une scène de 13.57 m<sup>2</sup> a l'opposé de l'entrée.

## CONFIGURATIONS

### 3 configurations sont possibles

- Spectacle sur scène, public debout sans boxes (n° 1)
- Spectacle sur piste de danse avec public assis dans les boxes (n° 2)
- Spectacle sur scène avec dîner en position central (n° 3)

L'ensemble des matériels électriques est raccordé dans une armoire électrique. Cette armoire sera située à l'arrière de la loge, à l'extérieur du CTS.

Le chauffage est assuré par un générateur d'air chaud électrique.

## ELEMENTS DE SECURITE PREVUS PAR LE CONCEPTEUR

Se reporter à la notice de sécurité, aux documents et plans joints au dossier et enregistrés par nos services sous le n° 2022 – 3992, 2023 - 212, 2023 - 736, comportant, en particulier :

- ✓ Cerfa, daté du 01/12/2022.
- ✓ Notice de sécurité, adressée le 07/03/2023, signée du BVCTS le 14/11/2022, non signée de l'organisateur.
- ✓ Documents variés :
  - Extrait du registre de sécurité n° 18.T 1, avec validité jusqu'au 05/03/2023, pour le seul « montage en rond de 20 m et 314 m<sup>2</sup> » ;
  - Note complémentaire visant à assurer le suivi des levées de constatations
  - Dossier technique comportant des incohérences (dimension de l'entrée, de la scène)

## CALCUL DE L'EFFECTIF

Conformément aux dispositions des articles CTS 2, L 3 et N 2, l'effectif théorique maximal du public admis est déterminé comme suit selon les configurations :

*3 types de configuration existent*

configuration places	14 boxes de 8 personnes	Public debout	Public assis	total
Spectacle sur scène, public debout sans boxes (n° 1)		Piste de 13.5 de diamètre soit 143m <sup>2</sup> 3p/m <sup>2</sup> = 430p		430
Spectacle sur piste de danse (n° 2)	112p			271
Spectacle sur scène avec dîner en position central (n° 3)	112p		Piste de 13.5 de diamètre soit 143m <sup>2</sup> 1p/m <sup>2</sup> = 143p	255

Auquel s'ajoute l'effectif du personnel déclaré, 10 personnes, soit un total de **440 personnes**.





**CLASSEMENT**

L'établissement, du 1<sup>er</sup> groupe et de types CTS / L / N, est classé en 3<sup>ème</sup> catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH);
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêtés du 05 février 2007, du 21 juin 1982 et du 23 janvier 1985 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types L / N et CTS ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

**I) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

- 1°) Respecter toutes les mesures de prévention et de protection contre les risques d'incendie et de panique prévues au dossier en tenant compte des prescriptions édictées ci-après.
- 2°) Permettre constamment un accès aisé à un Défibrillateur Automatisé Externe (DAE).  
Signaler efficacement son positionnement à chaque accès de l'établissement  
Veiller à la réalisation des contrôles et opérations de maintenance et les consigner dans le registre de sécurité (art R.157-1 du CCH)
- 3°) **Adapter le système d'alarme**, prévoyant un sifflet, contrairement aux dispositions de l'article L 16.

*Dans les établissements équipés d'une sonorisation, l'alarme générale doit être interrompue par diffusion d'un message préenregistré prescrivant en clair l'ordre d'évacuation. Dans ce dernier cas, les équipements nécessaires à la diffusion de ce message doivent également être alimentés au moyen d'une alimentation électrique de sécurité (AES) conforme à sa norme. En outre, le fonctionnement de l'alarme générale doit être précédé automatiquement :*

- *de la mise en fonctionnement de l'éclairage normal des salles plongées dans l'obscurité pour des raisons d'exploitation ;*
- *de l'arrêt du programme en cours afin que le message d'évacuation soit audible.*

- 4°) Veiller à ce que l'organisation du service de sécurité incendie et de représentation soit conforme aux dispositions de l'article L 14, soit pour le service de sécurité incendie 2 personnes désignées qui peuvent toutes les deux être employées à d'autres tâches et pour le service de représentation, qui vient en complément du service de sécurité incendie, 1 SSIAP 1 qui ne peut être distrait de ses missions spécifiques.



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2023

Application agréée F-legalite.com

22\_AU-014-2114 04884-2023 04 07-ARR2023\_208

5°) Procéder à l'évacuation du public ou interdire l'accès de celui-ci au CTS, dès lors que :

- le département du Calvados est placé en vigilance «orange» ou «rouge» pour orage, par les services de Météo-France. Compte-tenu du caractère très local que peut revêtir un orage, cette évacuation doit être initiée dès les premiers grondements de tonnerre. (art. R.143-13 du CCH).
- sont susceptible d'être atteint un vent ou une chute de neige d'épaisseur supérieure aux indications figurant sur les extraits de registre de sécurité (100 km/h et 4 cm de neige).

L'exploitant devra prendre connaissance du bulletin météorologique de la station la plus proche, avant chaque ouverture au public (art. CTS 7).

6°) S'assurer que le chapiteau dispose en permanence d'un éclairage de sécurité assurant les fonctions d'évacuation et d'ambiance ou anti panique conformément à l'article CTS 22 de l'arrêté du 23 janvier 1985.

7°) Mettre à jour les plans selon l'implantation retenue, a savoir des issues de secours de chaque côté de la scène, une entrée de 10 m x 7.7 m et une seule loge.

8°) Tenir a jour un registre de sécurité en veillant que le descriptif du chapiteau soit rigoureusement conforme à l'implantation réalisée (art CTS 30).

9°) Faire en sorte que le numéro d'identification (correspondant au numéro du registre de sécurité délivré par le préfet lors de la procédure de délivrance de l'attestation de conformité), soit porté de manière visible et indélébile à l'intérieur et sur chaque panneau formant la couverture, la double couverture éventuelle et la ceinture de l'établissement (art. CTS 9).

Ce numéro devra être visible pour les membres de la commission de sécurité lors de leur visite de contrôle.

10°) Interdire tout stationnement de véhicule dans les voies d'accès et passage libre (art. CTS 5), y compris durant la phase d'aménagement (art. R.143-13).

11°) S'assurer que les issues s'ouvrent par une manœuvre simple et facile et qu'elles soient signalées et visibles de jour comme de nuit (art. CTS 10).

12°) Positionner un appareil extincteur à chaque issue (art. CTS 26).

13°) Fournir en mairie une attestation d'assurance permettant de couvrir la totalité de la durée d'implantation du CTS sur le site (art. R.143-13 du CCH).

14°) Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (Art. R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

15°) Une demande de visite préalable à l'autorisation d'ouverture par la commission de sécurité compétente doit être adressée en mairie au moins 1 mois avant la date envisagée (article R.143-45 du Code de la Construction et de l'Habitation).

**Le préventionniste émet un avis favorable au permis de construire et à l'autorisation de travaux.**



**II) ANALYSE DU PREVENTIONNISTE**

Lors de l'implantation précédente, la commission de sécurité a émis un avis défavorable, et a procédé à plusieurs études pour garantir un niveau de sécurité acceptable de l'établissement.

Lors de cette présente étude, de nombreuses incohérences ont nécessité deux retours de dossier avant de pouvoir étudier correctement le projet.

Il est primordial que l'exploitante soit rigoureuse dans son organisation.

Lors de la visite qui précédera l'ouverture au public, celle-ci devra fournir sans ambiguïté :

- le descriptif des activités
- le descriptif des aménagements
- la traçabilité des vérifications des installations techniques
- les réponses apportées aux prescriptions émises ci-dessus
- les différentes attestations permettant de vérifier le respect des dispositions prévues par la réglementation

**III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles déclinées en fonction de l'accessibilité des risques à défendre et validés par le SDIS 14. Le justificatif correspondant doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

**III) RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2023

Application agréée E-legalite.com

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. M5 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie et les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 (du Code de la Construction et de l'Habitation). Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

Une demande de visite préalable à l'autorisation d'ouverture par la commission de sécurité compétente doit être adressée en mairie au moins 1 mois avant la date envisagée (article R.143-39 du Code de la Construction et de l'Habitation).

En application des articles R.122-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent dossier devra être transmis pour avis à la sous-commission accessibilité,

**Secrétariat de la sous-commission accessibilité**  
**D.D.T.M du Calvados**  
**10 Boulevard du Général Vanier - 14 035 Caen Cedex**

\*\*\*\*\*